

# “QUI PREND VRAIMENT LES DÉCISIONS POUR LES ENTREPRISES : LES MINISTRES ? LES SYNDICATS ? L'ADMINISTRATION ?

Les déjeuners-débats d'ETHIC



## NOTRE INVITÉ

**BRUNO LE MAIRE**

ANCIEN MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE, ÉCRIVAIN

Le Mouvement ETHIC a reçu **Bruno Le Maire**, Ancien ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, à l'occasion de la publication du “Temps d'une décision” (éd. Gallimard).

Partant du constat de la fin d'un cycle de construction de notre modèle français, et d'un changement d'ère avec la menace certaine pour l'Union européenne de la Russie, notre ancien Ministre a commencé son intervention par l'impératif du **financement de notre réarmement**.

Par ailleurs, les « vrais patrons du monde » sont selon lui les chefs d'entreprise dans les nouvelles technologies aux États-Unis, malheureusement pas en Europe : il est donc urgent d'investir dans notre IA, nos microprocesseurs, notre stockage de données sécurisées, etc.

La solution pour la réussite de la France? 3 niveaux de refonte de notre modèle:

- système social** : l'occasion de réciter son credo sur le travail, car « le travailleur devrait être la priorité absolue de tous les responsables politiques ».
- système politique** : « Nous n'avons plus un « Gouvernement » mais une assemblée de 45 personnes, dont on en connaît seulement quelques-uns, mais tous circulent avec gyrophare et sirène dans tout Paris, aux frais du contribuable ». Bruno Le Maire veut réduire le nombre de ministres à 10, redécouper les régions administratives, faire fusionner certains services, ...
- système économique** : il faut revenir à un focus sur l'innovation et la politique de l'offre, qui a à ses dires très bien fonctionné pendant les premiers 7 ans de la présidence d'Emmanuel Macron.

Bruno Le Maire, qui s'estime le politique le plus grand connaisseur de l'Allemagne, a déploré le **divorce à bas bruit du couple franco-allemand**, pointant notamment du doigt la tragédie de la perte de vitesse de l'apprentissage de la langue allemande en France, et notre recherche d'autres alliances pour remplacer notre coopération historique. Il recommande d'aller plus loin, vers une «union» franco-allemande.

## “ L’ESSENTIEL, C’EST LE TRAVAIL ”

« Nous ne serons jamais aussi forts que la Chine ou les États-Unis » a-t-il lancé, plaidant pour que la France et l’Europe mènent le combat pour faire respecter le droit international, plutôt que d’être prises dans un combat de forces divergentes où nous sommes perdants dans tous les cas.

**Sophie de Menthon**, Présidente d’ETHIC, a lancé le débat en dénonçant le mépris des entreprises « ordinaires » par un Gouvernement qui préfère organiser « Choose France » pour les très grandes.

- Bruno Le Maire a renvoyé vers le dernier chapitre de son livre, où il appelle de ses vœux « **La fin de la monarchie technocratique** ».

### QUESTIONS

**Nicolas Crespelle**, *Quadrivium* : Comment fait-on pour passer d’un système où la population française vit majoritairement d’aides et de subventions, à un nouveau système ?

- Bruno Le Maire a commencé par attaquer les autres candidats qui mentiraient et se compromettraient pour être élus. La bonne voie, selon lui, est de **dire qu’il faut travailler plus**, et cela passe par un moindre remboursement des transports médicaux, une augmentation de la franchise des médicaments, la fin des arrêts de maladie de complaisance, et une **réforme des retraites** (il envisage un âge de départ à 65 ans, avec une décote si on part plus tôt) qui permet notamment à tous ceux qui le souhaitent de **continuer à travailler aussi longtemps qu’ils le souhaitent**.

### “ C’EST UNE RÉVOLUTION QUE JE VOUS PROPOSE ”

**Sophie de Menthon** est alors intervenue : rien ne pourra se faire si on ne fait pas “sauter la représentativité syndicale d’après-guerre” pour avoir une plus large syndicalisation.

- Notre ancien ministre a aussi plaidé pour avoir **davantage de syndicats, et surtout supprimer progressivement la prime d’activité financée par l’État, augmenter le SMIC** pour lancer un signal clair de revalorisation du travail tout en revoyant la progressivité des allègements de charges. Une idée qui revient : « arrêter de traire le salarié comme une vache à lait ».

Pour Bruno Le Maire, tout pourra changer quand on atteindra 4% de chômage maximum. Selon lui, il y a 3 choses qu’on ne peut pas raisonnablement tenir ensemble, il faut donc choisir : plein emploi, revalorisation des salaires ou maintien d’une immigration non qualifiée.

**Catherine Euvrard**, chasseuse de tête, a posé une question qui brûlait les lèvres de l’assemblée : « estimez-vous que le résultat économique de votre ministère aurait été différent s’il avait été sous un autre président ? »

- Notre invité a détourné l’attention vers les autres candidats qui critiquent ouvertement Emmanuel Macron, se défendant de toute déloyauté. S’il y a eu un échec, cela réside donc dans un **manque d’ambition, l’absence de refonte totale**. L’occasion de nous faire part de sa **grande fierté : avoir ouvert plus d’usines qu’il n’y a eu de fermetures entre 2017 et 2024**, et de déplorer un effondrement industriel depuis deux ans, dû selon lui à la non-prise de conscience des bouleversements mondiaux majeurs.

**Jean-Claude Bourrelrier** a ensuite regretté qu’au long de sa propre carrière, il soit passé de 20% de charges sur le travail, à maintenant plus de 50%... suggérant que la politique familiale incombe au patron directement, non à l’État.

**Pierre-François Gouiffès**, *Communauté Logement*, a demandé, en s’appuyant sur les analyses d’Emmanuel Todt, à quel point la Russie représentait une menace réelle et concrète sur la France. 2

## “ GRAND AVENIR OU PETIT FUTUR : IL FAUT CHOISIR ”

- L'occasion de réaffirmer l'importance de l'union avec l'Allemagne, et d'alerter sur des cyberattaques russes « qui tuent », dans un contexte européen qu'il compare à l'Italie du XVIe.

**Marie-Agnès Nicolet**, *Regulation Partners*, a proposé de **ne plus étendre les accords de branche aux PME**, et a mis sur la table la question des aides à l'apprentissage : « ne pensez-vous pas que le problème n'est pas leur diminution, mais **le fait que les entreprises ne puissent pas fixer elles-mêmes les salaires des apprentis ?** »

- Bruno Le Maire, plutôt d'accord sur ces deux points, a demandé qu'on arrête d'envoyer tout le monde à la fac, et qu'on y raccourcisse les cursus classiques à quatre ans et non cinq ; il a également plaidé pour une **décentralisation des négociations salariales et syndicales**.

**Didier Chenet**, *CFA Médéric*, a plussoyé sur la liberté du montant alloué aux apprentissages, remerciant au passage l'action de notre ancien Ministre de l'Économie pendant la crise du Covid, notamment en sauvant le domaine de la restauration et du tourisme.

**Hervé Lecesne**, *Nactis Flavours*, déplorant la **méconnaissance par les Français de l'économie et de l'actionnariat**, a demandé en tant que co-président de l'Union des actionnaires constructifs d'Atos, **pourquoi l'État n'avait rien fait pour sauver ce fleuron**.

- Bruno Le Maire s'est alors placé en libéral, pour justifier que l'État « ne mette pas son nez dans une entreprise privée » où État n'avait pas de participation.

**Fabrice Layer**, *Philip Morris*, a questionné le **quinquennat** : n'a-t-il pas été une fragilisation du pouvoir du Président de la République ? Et ne peut-on pas s'attendre, vu la multiplication des obstacles (bloc de constitutionnalité, principe de précaution...), à voir advenir demain une juridiction suprême qui entrave pleinement le Gouvernement ?

- Dans les freins à l'action gouvernementale identifiés, Bruno Le Maire a souligné l'impératif de libérer le **pouvoir de nomination des ministres, entravé par des centaines de conseillers** (675 conseillers ministériels pendant son ministère), et a donné l'exemple du directeur du Trésor qui ne peut pas être nommé directement par Bercy... un comble. Assumant son **amour pour l'Allemagne**, Bruno Le Maire a assumé vouloir augmenter la fréquence de réunion du conseil franco-allemand des ministres, de 6 mois à 1 mois... ainsi que de voir nommer un ministre allemand dans chaque gouvernement français et inversement !

**Laurent Nocca**, *Top Management France*, a demandé l'avis du ministre sur le choix entre approfondissement ou élargissement de l'Union européenne.

- Bruno Le Maire, qui a déjà écrit sur la question, plaide pour une **Europe limitée à 6** pour se renforcer sur certains sujets.

**Elisabeth Martichoux**, *LCI*, l'a interrogé sur la progression du RN qui serait marqueur d'un échec de la présidence d'Emmanuel Macron.

- Réponse lapidaire de Bruno Le Maire « **je ne m'occupe pas du RN** ». Puis de développer : La France Insoumise est aussi un danger donc il n'a pas appelé lui-même au front républicain, comme beaucoup d'un « **bloc central qui n'est ni un bloc ni central** ».

Répondant à la question finale de **Sophie de Menthon** : quid de sa candidature à l'élection présidentielle, **Bruno Le Maire n'a pas caché ses ambitions** : « **Je ne compte rester ni muet ni inactif** ».

**Affaire à suivre...!**